

Capitalisme financier, financiarisation de l'aide et insoutenabilité du développement

Bruno Boidin, professeur d'économie, CLERSE, Université de Lille

Contexte

La financiarisation de l'aide au développement, entendue comme la mobilisation de logiques et d'outils financiers dans le champ de l'aide internationale, est aujourd'hui considérée comme une réalité. Cependant elle demeure peu explorée par les chercheurs, même si certains travaux ont posé ses enjeux (Gabas et al. 2014, Hugon 2016, Chiapello 2017). La financiarisation dans le domaine du développement pose d'emblée la question de ses limites voire de ses contradictions avec les enjeux du développement soutenable. En effet, le processus de développement ne peut être appréhendé qu'à long terme, indépendamment des « effets de levier » attendus par les acteurs de la finance ; il ne peut être considéré que de façon multi dimensionnelle, tandis que les critères financiers se focalisent sur un retour sur investissement.

Objectif de recherche

Cette communication cherche à mettre en évidence les multiples rouages historiques et institutionnels, dans le double champ du développement et de la finance mondiale, qui débouchent sur une financiarisation de l'aide au développement et sur l'insoutenabilité des politiques dites de développement conduites dans ce contexte. L'idée centrale est que les politiques de développement sont devenues de plus en plus apolitiques. Elles sont de plus en plus orientées vers le « derisking » des investisseurs privés pour favoriser le financement du développement sur une base élargie. En conséquence, les politiques publiques sont tenues par les financements privés sur des critères qui ont peu de lien avec le développement soutenable puisqu'ils sont d'abord orientés vers les profits des investisseurs, à la recherche de nouveaux débouchés dans un contexte de surliquidité mondiale.

Méthode de recherche et organisation du papier

L'article se fonde sur des observations de terrain, une revue de littérature et une revue documentaire des travaux consacrés à la financiarisation de l'aide. Nous présentons dans un premier temps (section 1) les jalons théoriques et le contexte institutionnel dans lequel la financiarisation s'inscrit. La promotion des partenariats public-privé a fortement contribué à ce mouvement, tout comme la réorientation des agences de développement vers la réduction du risque du secteur privé. Dans un deuxième temps (section 2), sont examinées les tendances de la financiarisation à travers des exemples concrets, y compris dans le domaine de l'aide à la santé, lui aussi touché par cette tendance de fond. Enfin nous proposons (section 3) une perspective critique du processus de financiarisation au regard des objectifs de soutenabilité du développement.

Résultats attendus

Nous cherchons à appuyer deux intuitions. D'une part, la financiarisation se traduit par une promotion, tant dans les agences internationales que dans les équipes politiques nationales dans les pays du Sud, d'une classe technocrate. Les experts sont promus à des fonctions qui permettent aux pays d'attirer les investisseurs financiers. La place des choix politiques s'en trouve limitée. D'autre part, les orientations des investissements qui découlent de ces tendances ne profitent pas aux populations dont les besoins sont les plus cruciaux, mais plutôt à celles qui ont déjà accès aux infrastructures. Ces investissements sont également en décalage avec les enjeux de lutte contre le changement climatique.

Ajout Bruno

Cadre d'analyse : complémentarités institutionnelles causes d'inégalités de santé et de sous-performance des systèmes de santé : phénomène renforcé par la financiarisation.

Financiarisation dans le domaine de la santé

Complémentarités conduisant à des résultats insatisfaisants. Liens avec « one health ».

Effet de la financiarisation.

Références bibliographiques

Attridge S., Engen L. (2019), “Blended finance in the poorest countries, the need for a better approach”, *Research Reports and Studies*, Overseas Development Institute, Avril 2019

Carter, Paddy (2015): Why subsidise the private sector? What donors are trying to achieve, and what success looks like. Overseas Development Institute Report. London.

Chiapello, È. (2017). La financiarisation des politiques publiques. *Mondes en développement*, 178(2), 23-40.

Davis, G.F. and S. Kim (2015) ‘Financialization of the Economy’, *Annual Review of Sociology* 41(1): 203–21.

Doligez F., (2020), « L’aide au développement à l’épreuve des stratégies absurdes », *Revue internationale des études du développement*, Editions de la Sorbonne, 2020/1 n°241 pp 87-111

Ducastel A., (2020), « Une banque comme les autres ? Les mutations de Proparco et de la finance administrée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2019/4, n°229, p34-45

Gabas J.-J., Pesche D., Ribier V., Campbell B. (2014), « Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses transformations », *Mondes en développement*, n° 165, 7-22

Hugon P. (2016), « Du bilan mitigé des OMD aux difficultés de mise en œuvre des ODD », *Mondes en Développement*, n°174, 15-32

Hunter B. et S. Murray, (2019), « Deconstructing the financialization of Healthcare », *Development and change*, June 2019

Küblböck K. et H. Grohs, (2019) : « Blended finance and its potential for development cooperation », ÖFSE Briefing Paper, No. 21, Austrian Foundation for Development Research (ÖFSE), Vienna

Marriott A., (2014) « Une dangereuse diversion: Le partenariat public-privé phare de la SFI en matière de santé va-t-il entraîner la faillite du ministère de la Santé du Lesotho? », Note d’information OXFAM, 4/4/2014

Meeks P., Gouett M., Attridge S., (2020), “Mobilising private development finance: implications for overall and allocation” EBA Rapport 2020;01, Expertgruppen för biståndsanalys.

Nay O., (2017), « Gouverner par le marché, Gouvernements et acteurs privés dans les politiques internationales de développement », *Gouvernement et action publique*, Presses de Sciences Po, 2017/4 vol.6 pp 127-154

Pereira J., (2017), « Blended Finance. What it is, how it works and how it is used », Février 2017, Oxfam, Eurodad.

Ribier V., Gabas J.-J., (2016), « De nouveaux instruments financiers pour le développement agricole en Afrique de l’Ouest ? » *Techniques Financières et Développement* 2016/3-4 (n° 124), pages 53 à 65

Sylla N.S., D. Garbor (2021), « L'aide publique au développement face aux promesses du consensus de Wall Street », AOC, 29/09/2021

VanWaeyenberge,E (2015) “The Private Turn in Development Finance”, FESSUD Working Paper No.140.Leeds: Financialisation, Economy, Society and Sustainable Development.